



AMBASSADE DE FRANCE EN SUISSE
SERVICE ÉCONOMIQUE

Veille de la situation économique et financière
Du 16 au 27 juillet 2018

Marchés

	Au 27/07	Var vs 13/07
EUR/CHF	1,1594	-1 %
USD/CHF	0,9945	-0,7 %
SMI	9.173,2	+3,5 %
Taux 10a	-0,041 %	+2pb

Chiffres-clé

- Balance commerciale Suisse S1 2018¹
 - o Total : +8.185 MCHF
 - o Vis-à-vis France: -757 MCHF

ECONOMIE

Visite du Chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) dans le Caucase et en Asie centrale

Au cours de sa visite dans le Caucase et en Asie centrale tenue du 8 au 16 juillet, visant notamment à faciliter l'accès du secteur privé à ces marchés, le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, accompagné de représentants du Parlement fédéral, des cantons et du secteur privé, estime avoir atteint les objectifs fixés :

- identifier les opportunités économiques pour les entreprises suisses dans le contexte de la « *Belt and Road Initiative* » (BRI) de la Chine ;
 - o parmi ces opportunités, le communiqué du DEFR mentionne les importants projets de développement d'infrastructures en Azerbaïdjan et en Asie centrale ;
- cultiver les relations avec les pays membres du groupe de vote dirigé par la Suisse (comprenant l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Pologne, la Serbie, le Tadjikistan, le Turkménistan et, à la Banque mondiale, l'Ouzbékistan) au sein des institutions financières internationales de Bretton Woods (Banque mondiale, FMI) :
 - o Au Kazakhstan, Johann Schneider Ammann a signé deux déclarations d'intention relatives à la conclusion future d'accords portant sur, d'une part, la reconnaissance des poinçons sur les métaux précieux et, d'autre part, les services (« *domestic regulation in trade in services* ») ;
 - o En Ouzbékistan (membre du groupe de vote suisse à la Banque mondiale mais pas au FMI) et au Kirghizistan, le conseiller fédéral a visité sur le terrain des projets de la coopération suisse au développement, déployés en collaboration avec la Banque mondiale, et portant notamment sur la formation professionnelle et le financement d'infrastructures d'eau.

¹Hors mét précieux/pierres gemmes/objets d'art/ antiquités

Recherche nucléaire : accord entre le CERN et PARK INNOVAARE pour l'ouverture d'un incubateur d'entreprises

Le CERN a signé un accord avec PARK INNOVAARE - parc d'innovation dont l'entreprise gestionnaire a été fondée notamment par l'Institut Paul Scherrer (PSI) et la Haute école spécialisée du nord-ouest de la Suisse (FHNW) - pour l'ouverture d'un incubateur d'entreprises en Suisse, qui constituera le 10^e centre d'incubation du CERN.

L'objectif de l'accord est d'aider les entrepreneurs et petites entreprises à commercialiser le savoir-faire et les technologies du CERN. Le CERN apportera des services et des conseils techniques aux entreprises présentes dans le centre d'incubation et celles-ci pourront bénéficier de licences en matière de propriété intellectuelle à des tarifs préférentiels. Le PSI et la FHNW mettront à la disposition des entreprises leur savoir-faire technologique, leurs programmes de soutien entrepreneurial et leurs réseaux et leur fourniront un soutien pour la recherche de financements.

Recherche fondamentale : détermination de la capture radiative du béryllium 7 par le CERN à partir d'un échantillon produit par le PSI

Le Paul Scherrer Institut (PSI) a fourni au CERN un échantillon de béryllium 7 artificiel, permettant au centre de recherche européen d'étudier la capture radiative de neutrons de cet isotope. Des chercheurs de 41 autres centres de recherche étaient associés au projet.

Le béryllium 7 est un isotope rare, qui se transforme en lithium lors de sa désintégration radioactive. La difficulté à étudier cet isotope est exacerbée par sa désintégration rapide (sa quantité diminuant de moitié tous les 53 jours). Les chercheurs du PSI ont extrait le béryllium 7 du liquide de refroidissement de la source de spallation SINQ, utilisée par ailleurs au PSI pour des expériences avec des faisceaux de neutrons. Le projet cherchait à expliquer la différence entre les prédictions de la théorie du Big Bang sur l'abondance du lithium et la quantité de lithium effectivement observée.

Intelligence artificielle : la Fondation pour l'évaluation des technologies mandate trois centres de recherche pour élaborer des recommandations sur l'intelligence artificielle

La Fondation pour l'évaluation des technologies, TA-Swiss, a chargé trois instituts de recherche, l'Université de Zurich, l'Institut d'évaluation des technologies de l'Académie autrichienne des sciences et l'Institut de recherche interdisciplinaire du domaine des écoles polytechniques fédérales pour la science des matériaux et la technologie (EMPA), d'élaborer des recommandations concrètes sur l'intelligence artificielle d'ici l'automne 2019. Les centres de recherche devront étudier les possibilités et les risques de l'intelligence artificielle pour l'innovation, la recherche et la formation, mais aussi d'autres secteurs tels que la consommation, les médias, le travail et l'administration.

Ta-Swiss est un centre de compétence des Académies suisses des sciences depuis 2008 et possède le statut de fondation d'utilité publique depuis 2016.

Pharmacie : homologation en Suisse du traitement préventif de la migraine de Novartis et accord pour le développement d'un traitement de la dermatite atopique

Novartis a reçu de l'Institut suisse des produits thérapeutiques, Swissmedic, une homologation pour la distribution d'un traitement préventif de la migraine épisodique ou chronique. L'Aimvoig a été conçu pour bloquer le récepteur de peptide relié au gène calcitonine (CGRP-R), susceptible de jouer un rôle important dans le déclenchement de migraines.

Développé conjointement avec l'entreprise américaine Amgen, le médicament avait obtenu l'approbation de l'agence sanitaire américaine (FDA) en mai 2018. La distribution du médicament est assurée conjointement par Amgen, qui dispose des droits de commercialisation aux Etats-Unis et au Japon, et Novartis, qui dispose des droits pour le reste du monde.

Novartis a par ailleurs annoncé avoir trouvé un accord avec les entreprises de biotechnologie Galapagos NV (Belgique) et MorphoSys AG (Allemagne) concernant leur programme conjoint MOR106 contre la dermatite atopique. Aux termes de l'accord, Novartis supportera l'ensemble des coûts futurs de recherche, développement et commercialisation du programme MOR106 et bénéficiera en retour des droits de commercialisation exclusifs pour les produits issus du programme. Novartis s'engage également à verser dès la conclusion de l'accord 95 MEUR aux deux sociétés puis à verser des paiements d'étape, en plus des redevances sur le produit net des ventes. L'accord est soumis à l'approbation des autorités de concurrence.

Pharmacie: homologation européenne d'une pompe à insuline développée par Roche

L'entreprise pharmaceutique suisse Roche a obtenu un marquage CE pour sa nouvelle pompe à insuline Accu-Check Solo. Le système développé par Roche permet de libérer l'insuline dans le corps sans tube et est connecté aux produits digitaux développés par Roche dans le cadre de son programme « *Diabetes Care* ».

Le marquage CE permet la commercialisation sans restrictions du produit dans l'ensemble de l'Espace économique européen incluant les Etats-membres de l'UE et trois Etats non-membres de l'UE. Le marquage est également reconnu en Suisse. L'entreprise pharmaceutique a indiqué que des essais cliniques étaient en cours dans plusieurs pays européens et qu'elle lancerait dans les prochaines semaines une phase pilote de distribution du produit en Suisse et dans plusieurs pays de l'UE.

SECTEUR FINANCIER

Rencontres bilatérales entre le Chef du Département fédéral des finances (DFF) et des représentants de trois pays d'Amérique du Sud dont deux membres du G20

Dans le contexte de sa venue au G20 finances de Buenos Aires, le Conseiller fédéral Ueli Maurer a rencontré, avec « *une douzaine de représentants du secteur financier et des Fintech* », et dans le cadre de la politique suisse en matière de marchés financiers visant une place financière compétitive :

- Des représentants du Brésil, avec lesquels les discussions ont porté sur les risques en matière d'investissements, l'accès aux marchés financiers et la mise en œuvre de la convention bilatérale de non-double imposition signée en mai ; la Finma et le superviseur « marchés » brésilien ont signé un protocole d'entente relatif à la coopération dans le secteur des Fintech ;
- Des représentants de l'Argentine ;
- « *Le ministre chilien des finances, afin de compléter les informations obtenues sur les places financières sud-américaines* ».

Crypto-finance : réflexion des banques suisses sur les conditions qui pourraient leur permettre d'accepter d'ouvrir davantage de comptes pour des crypto-entreprises

Selon une étude menée par PwC et l'association suisse Crypto-valley, en termes de fonds levés lors d'ICOs, la Suisse aurait reculé du deuxième rang mondial en 2017 au sixième rang au premier semestre 2018, au profit de places concurrentes comme les îles Caïmans, Gibraltar, Malte et Singapour.

L'un des freins identifiés au développement du marché suisse des ICOs est la difficulté pour les entreprises émettrices d'ouvrir un compte bancaire en Suisse. D'après la porte-parole de l'Association suisse des banquiers (ASB) Michaela Reimann, les banques « *sont intéressées à des relations commerciales avec les entreprises du secteur de la blockchain et de la crypto-monnaie, mais sont actuellement réticentes à ouvrir des comptes courants commerciaux en raison de risques tels que la fraude et le blanchiment d'argent* » :

- Deux banques suisses de taille importante, dont la banque cantonale zurichoise, ont cessé d'ouvrir des comptes bancaires pour des entreprises actives dans la crypto-monnaie, suite à la révélation par certaines ICOs des faiblesses du cadre juridique les entourant ;
- Selon Reuters, au moins deux (petites) banques suisses accepteraient les fonds levés lors d'ICOs : la banque tessinoise Banca Zarattini (pour les seules crypto-entreprises disposant de procédures anti-blanchiment) et la banque régionale Hypothekarbank Lenzburg (frais d'évaluation initiale du dossier pouvant atteindre 2.500 CHF) ; d'autres banques suisses accepteraient de fournir, sous conditions, certains services à des crypto-entreprises ;
- des banques liechtensteinoises comme Frick et Alpinum serviraient d'alternative à des crypto-entreprises ne parvenant pas à ouvrir de compte en Suisse ; la banque Frick indique être la banque de 160 crypto-entreprises ou crypto-projets, et n'accepter, en cas d'ICO, que les fonds levés en Suisse ou au Liechtenstein.

Dans ce contexte, l'Association suisse des banquiers a créé un groupe de travail interne pour déterminer les conditions nécessaires pour l'ouverture de comptes et la gestion de modèles d'affaires avec des crypto-entreprises, la porte-parole de l'ASB Michaela Reimann affirmant à cet égard que « *l'intégrité et la réputation de la place financière suisse sont et resteront la priorité absolue* ». Selon Heinz Tännler, directeur du Département des finances du canton de Zoug, l'objectif de l'ASB serait de disposer d'ici la fin de l'année de guidelines approuvées par la Finma pour l'évaluation préalable de potentiels clients parmi les crypto-entreprises.

Banque : UBS fait plusieurs annonces significatives

Le rapport sur les résultats d'UBS au deuxième trimestre 2018 indique que le groupe a conclu un arrangement l'engageant à payer 850 MUSD (dont une « *part significative* » sera portée d'autres parties ayant indemnisé UBS) à des détenteurs de titres adossés à des hypothèques résidentielles (RMBS) émis par UBS, ne présentant pas certaines caractéristiques mises en avant par UBS au moment de la vente ; l'accord est sujet à approbation par la justice new-yorkaise et à une entente sur la répartition du paiement d'UBS entre les différents détenteurs de RMBS concernés.

Le directeur général d'UBS, Sergio Ermotti, a par ailleurs affirmé que :

- Les objectifs de collecte de fonds à moyen terme assignés à la division de gestion de fortune du groupe seront atteints ;
- Le coût du Brexit pour le groupe UBS est estimé à 100 MCHF de frais supplémentaires, principalement sous forme de coûts réglementaires et de coûts de relocalisation d'employés.

SECTEURS NON FINANCIERS

Transport aérien : adoption par l'OFAC de mesures contre le bruit nocturne généré par le trafic aéronautique de l'aéroport de Zurich

L'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC) a décrété le gel du nombre de créneaux horaires attribués pour les atterrissages au-delà de 21h et les décollages au-delà de 22h20 à l'aéroport de Zurich. Le rapport annuel remis par l'exploitant de l'aéroport de Zurich à l'OFAC montre en effet un dépassement des niveaux de bruit admissibles entre 22h et 24h pour l'année 2016. L'objectif du gel demandé par l'OFAC est d'améliorer la ponctualité des atterrissages après 21h00 et de limiter les décollages retardés après 23h. Dans sa décision, l'OFAC exclut la réduction du nombre de créneaux horaires, qui « *économiquement, ne serait tenable ni pour les compagnies aériennes, en particulier celles installées à Zurich [...], ni pour l'aéroport et aurait également des effets négatifs sur l'économie nationale* »².

² Traduction de l'allemand.

C'est la première fois que l'OFAC prend des mesures pour lutter contre le dépassement des niveaux de bruit admissibles la nuit. Cependant, « *afin de permettre à l'aéroport de Zurich de se développer conformément à ce que prévoient le rapport sur la politique aéronautique et le plan sectoriel de l'infrastructure* », l'OFAC envisage de « *redéfinir les limites d'exposition au bruit admissibles la nuit* ».

Horlogerie : rebond des exportations au 1^{er} semestre 2018

Les exportations horlogères suisses ont atteint 10,5 Mds CHF au premier semestre 2018, enregistrant une croissance nominale de 10,5% par rapport au premier semestre (S1) 2017, consécutive à une stagnation (+0,3 %) entre le S1 2016 et le S1 2017 et à une baisse de 10,6 % entre le S1 2015 et le S1 2016.

Les montres représentent l'essentiel des exportations du secteur : au S1 2018, les entreprises suisses ont exporté 11,7 millions de montres pour un montant total de 9,9 Mds CHF. Les exportations de montres mécaniques ont ainsi augmenté de 11,3% en valeur par rapport au premier semestre 2017. Les produits de milieu de gamme (500-3.000 CHF) et haut de gamme (>3.000 CHF) ont enregistré de fortes hausses, respectivement +16,9% et +8,7%.

Le premier marché d'exportation pour les entreprises horlogères suisses est l'Asie, qui a absorbé plus de la moitié des exportations, en croissance de 18,7% par rapport au premier semestre 2017 ; c'est aussi le marché qui avait enregistré le plus fort recul sur la période 2015-2016. Le marché américain a également connu une importante progression (+9,1%) tandis que le marché européen a légèrement reculé (-1,2%). Les principaux débouchés pour les produits horlogers suisses sont Hong-Kong (14,7% des exportations), les Etats-Unis (10,3%) et la Chine (7,8%). La France constitue le 6^e débouché avec 5,3% des exportations horlogères suisses.

Industrie agroalimentaire : Bell Food Group investit dans une start-up spécialisée dans la fabrication de viande en laboratoire

L'entreprise suisse Bell Food Group a annoncé un investissement de 2 MEUR dans la start-up néerlandaise Mosa Meat, dans le cadre d'un tour de financement en série A qui a permis à Mosa Meat de lever 7,1 MEUR.

Mosa Meat est une spin-off de l'université de Maastricht qui travaille au développement de la viande en laboratoire à partir de cellules animales prélevées sous anesthésie dans le tissu musculaire des animaux. Son fondateur, professeur à l'université de Maastricht, a présenté le premier steak produit en laboratoire en 2013. La mise sur le marché pourrait selon l'entreprise débiter dès 2021.

Bell Food Group, basée à Lausanne, est spécialisée dans la transformation et la commercialisation de viande et des produits de charcuterie. L'entreprise, cotée à la bourse suisse, emploie plus de 12.000 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de près de 4 Mds CHF en 2017. Son investissement dans Mosa Meat vise à « *soutenir à long terme le développement de nouvelles méthodes de production à même d'offrir une alternative aux personnes préoccupées par leur consommation de viande pour des raisons éthique* ».

Industrie aérospatiale : collaboration de RUAG Space et Oerlikon pour l'impression en 3D de composants spatiaux

RUAG Space et Oerlikon ont signé une lettre d'intention visant à renforcer leur coopération pour l'impression en 3D à grande échelle de composants destinés au domaine aérospatial. Les deux entreprises travaillent déjà ensemble à l'amélioration d'un support pour la coiffe des lanceurs de navettes, qui sert à protéger la charge utile pendant la traversée de l'atmosphère. Selon le communiqué, le nouveau design créé avec l'impression en 3D devrait réduire de 25% les coûts de production et de 50% le poids du support, tout en doublant sa rigidité.

Oerlikon est une entreprise cotée à la bourse suisse, spécialisée dans le développement et la production de solutions de revêtement, de fibres artificielles et de systèmes de commande. RUAG Space, division spatiale de l'entreprise publique de technologie et d'armement RUAG, produit des composants pour les satellites et les lanceurs. Les deux entreprises espèrent pouvoir développer des processus et des standards pour la production additive (notamment par l'impression 3D) de composants spatiaux à base de métaux, qui puissent servir de standards dans l'industrie spatiale européenne.

Construction : acquisition de Polypag par Sika

Le fabricant de spécialités chimiques pour la construction Sika a annoncé avoir trouvé un accord pour l'acquisition du producteur de mousse polyuréthane Polypag, détenu par FLM Holding. Aux termes de la transaction, Sika acquerra le siège social et le centre de production de Polypag à Altstätten (Saint-Gall), son centre de R&D dans le canton d'Appenzell ainsi que son site de production de Landsberg am Lech (Allemagne). L'acquisition, dont le montant n'a pas été divulgué, demeure sujette à l'approbation des autorités de concurrence.

Polypag, basé dans le canton de Saint-Gall, emploie 120 personnes et a enregistré en 2017 un chiffre d'affaires de 40 MCHF. Selon le directeur régional de Sika, l'acquisition devrait « *renforcer significativement* » le segment « *scellement et collage* » de l'entreprise et créer de nouvelles opportunités de distribution.

ACTUALITE POLITIQUE ET SOCIALE

UE-Suisse : ratification par la Suisse de l'accord additionnel sur sa participation au Fonds européen pour la sécurité intérieure

La Suisse a ratifié le 17 juillet [l'accord additionnel](#) sur la participation de la Suisse au Fonds européen pour la sécurité intérieure, qui entrera en vigueur au 1^{er} août 2018. Le Fonds européen pour la sécurité intérieure apporte un soutien financier aux Etats dont la situation géographique entraîne des coûts importants pour la gestion des frontières extérieures de Schengen. Le Fonds européen pour la sécurité intérieure, qui couvre la période 2014-2020, remplace le fonds pour les frontières extérieures, qui a pris fin en 2013 et auquel la Suisse avait également participé.

Le nouveau fonds est doté d'un budget de 2,76 Mds EUR pour l'ensemble de la période 2014-2020, auquel s'ajoutent les contributions des Etats associés à l'espace Schengen tels que la Suisse (dont la cotisation s'élèvera à 144 MCHF sur l'ensemble de la durée du fonds – 7 ans). La Suisse devrait recevoir près de 21 MCHF (en 7 ans) pour des projets visant à optimiser la gestion de ses frontières, notamment pour contribuer au financement de l'extension des infrastructures de contrôle aux frontières dans les aéroports de Zurich et Genève.

Immigration : légère hausse de la population étrangère mais recul du solde migratoire

Fin juin 2018, 2.068.455 étrangers résidaient en Suisse à titre permanent, soit une hausse de 1,3% par rapport à fin juin 2017. Le solde migratoire au premier semestre 2018, s'il demeure positif (24.866), a en revanche reculé par rapport à celui du premier semestre 2017 (-2,6%), poursuivant ainsi la forte baisse enregistrée depuis son point haut de 2013.

Les ressortissants de l'UE/AELE représentent plus des deux tiers (68,4%) de la population étrangère résidante permanente en Suisse. Près de la moitié de la population étrangère résidant en Suisse est originaire de quatre Etats membres de l'UE : l'Italie (15,5%), l'Allemagne (14,8%), le Portugal (12,9%) et la France (6,4%).

Industrie militaire : aboutissement de l'initiative « pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre »

Le Conseil fédéral a annoncé que l'initiative populaire « *pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre* », déposée par le Groupe pour une Suisse sans armée, a récolté plus de 100.000 signatures valables. Suite à la prise de position (consultative) du Conseil fédéral, les deux chambres parlementaires examineront cette initiative qui, si elle est maintenue par son comité, sera soumise à votation.

Le texte de l'initiative prévoit l'interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre - définis comme les entreprises dont plus de 5% du chiffre d'affaires annuel proviennent de la production de matériel de guerre - par la Banque nationale suisse, les fondations ainsi que les institutions de la prévoyance publique et professionnelle. Le texte vise l'interdiction de toute forme de financement : crédits, prêts, donations, prises de participations, acquisitions de titres et de parts de produits financiers. Le texte de l'initiative prévoit en outre que « *la Confédération s'engage sur le plan national et international en faveur de la mise en place de conditions analogues applicables aux banques et aux assurances* ».